

RÈGLEMENT (CE) N° 269/97 DE LA COMMISSION

du 14 février 1997

concernant la délivrance de certificats d'exportation du système B dans le secteur des fruits et légumes

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,
vu le traité instituant la Communauté européenne,

vu le règlement (CE) n° 2190/96 de la Commission, du 14 novembre 1996, portant modalités d'application du règlement (CEE) n° 1035/72 du Conseil en ce qui concerne les restitutions à l'exportation dans le secteur des fruits et légumes⁽¹⁾, modifié par le règlement (CE) n° 26/97⁽²⁾, et notamment son article 5 paragraphe 5,

considérant que le règlement (CE) n° 27/97 de la Commission⁽³⁾ a fixé les quantités indicatives des certificats d'exportation du système B, autres que ceux demandés dans le cadre de l'aide alimentaire;

considérant que, compte tenu des informations dont dispose la Commission à la date d'aujourd'hui, pour les tomates, les quantités indicatives prévues pour la période d'exportation en cours sont déjà dépassées et que pour les citrons ces quantités risquent d'être prochainement dépassées; que ces dépassements sont préjudiciables au bon fonctionnement du régime des restitutions à l'exportation dans le secteur des fruits et légumes;

considérant que, afin de pallier cette situation, il y a lieu de rejeter les demandes de certificats du système B pour les tomates et les citrons exportés après le 17 février 1997, et ce jusqu'à la fin de la période d'exportation en cours,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT:

Article premier

Pour les tomates et les citrons, les demandes de certificats du système B, déposées au titre de l'article 1^{er} du règlement (CE) n° 27/97, pour lesquelles la déclaration d'exportation des produits a été acceptée après le 17 février 1997 et avant le 13 mars 1997, sont rejetées.

Article 2

Le présent règlement entre en vigueur le 15 février 1997.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 14 février 1997.

Par la Commission

Franz FISCHLER

Membre de la Commission

⁽¹⁾ JO n° L 292 du 15. 11. 1996, p. 12.

⁽²⁾ JO n° L 6 du 10. 1. 1997, p. 9.

⁽³⁾ JO n° L 6 du 10. 1. 1997, p. 11.